

LA PROBLÉMATIQUE DE LA RÉSILIENCE DE L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE FACE AUX CHOCS EXOGENES

Received: 30/05/2020/ Accepted: 24/02/2021 / Published: 30/09/2021

Corresponding authors: kouiderboutaleb@hotmail.com

Kouider **BOUTALEB***

Oussama **BOUTALEB****

RÉSUMÉ

L'objet de cette contribution porte sur l'analyse des capacités de résilience de l'économie algérienne face aux « chocs » de la chute des prix des hydrocarbures sur le marché international et des retombées de la pandémie du coronavirus. L'économie algérienne dispose-t-elle des capacités de résilience permettant l'absorption de ces « chocs » externes (baisse prolongée des prix des hydrocarbures sur le marché international, et impacts du coronavirus). Telle est la problématique que nous tenterons d'investiguer dans cette communication. Nous formulons l'hypothèse pour l'Algérie, d'une capacité de résilience faible, compte tenu des structures actuelles productives de l'économie algérienne et du mode de gouvernance économique prévalant à ce jour

Pour le démontrer nous avons opté pour une méthodologie d'essence hypothético-déductive, qui nous a conduit à aborder successivement le concept de résilience économique et sa mesure, les fondements du développement de la résilience économique (la diversification des sources de la croissance économique) et enfin la capacité de résilience de l'économie algérienne et les réformes pour l'optimiser

MOTS CLÉS

Algérie, résilience, vulnérabilité, déficit budgétaire, diversification économique.

* Faculté des sciences économiques et de gestion, Université de Tlemcen, Algérie

** Simon Kuznets Khakiv National University of Economics, Ukraine,
boutaleb.oussama1992@gmail.com

JEL CLASSIFICATION: E32, O47, P11

THE PROBLEM OF RESILIENCE OF THE ALGERIAN ECONOMY FACING EXOGENOUS SHOCKS

ABSTRACT

The purpose of this contribution is to analyze the resilience of the Algerian economy in the face of "shocks" from the fall in oil prices on the international market and the fallout from the coronavirus pandemic, in an undiversified economy whose incomes depend almost on a single resource, namely hydrocarbons, crucially poses the problem of the resilience of the national economy in the face of these "shocks". Does the Algerian economy have the capacity for resilience allowing the absorption of these external "shocks" (prolonged fall in hydrocarbon prices on the international market, and impacts of the coronavirus)? This is the problem that we will try to investigate in this communication. We formulate the hypothesis for Algeria, of a weak capacity of resilience, taking into account the current productive structures of the Algerian economy and the mode of economic governance prevailing to date.

To demonstrate this, we opted for a hypothetico-deductive methodology which led us to successively approach the concept of economic resilience and its measurement, the foundations of the development of economic resilience (the diversification of the sources of economic growth) and finally the resilience of the Algerian economy and the reforms to optimize it.

KEYWORDS

Algeria, resilience, vulnerability, budget deficit, economic diversification

JEL CLASSIFICATION: E32, O47, P11

إشكالية صمود الاقتصاد الجزائري للصددمات الخارجية

ملخص

الغرض من هذه المساهمة هو تحليل مرونة الاقتصاد الجزائري في مواجهة "الصددمات" الناجمة عن انخفاض أسعار النفط في السوق العالمية وتداعيات جائحة فيروس كورونا.

هل يتمتع الاقتصاد الجزائري بالقدرة على الصمود الذي يسمح بامتصاص هذه "الصددمات" الخارجية (الانخفاض في أسعار المواد الهيدروكربونية في السوق الدولية وتأثيرات فيروس كورونا). هذه هي الإشكالية التي سنحاول تحليلها

هي إن الجزائر لا تملك إلى قدرات ضعيفة الصمود، بالنظر إلى الهياكل الإنتاجية الحالية للاقتصاد الجزائري وأسلوب الحكم الاقتصادي السائد حتى الآن. ولإثبات ذلك، انتهجنا منهجية استنتاجية -استنباطية أدت بنا إلى التطرق على التوالي إلى مفهوم المرونة الاقتصادية وقياسها، وأسس بناء المرونة الاقتصادية (تنوع مصادر النمو الاقتصادي) وأخيراً مرونة الاقتصاد الجزائري وضرورة الإصلاحات لتحسينه

كلمات مفتاحية

الجزائر ، المرونة ، الضعف ، عجز الموازنة ، التنوع الاقتصادي

تصنيف جال: E32, O47, P11

INTRODUCTION

Comme toutes les économies rentières l'économie algérienne est dépendante quasi exclusivement d'une seule ressource, à savoir les recettes des exportations des hydrocarbures. 98% des exportations sont issues des hydrocarbures, 45 % du PIB et 60% de l'ensemble des recettes fiscales de l'Etat. Cette situation prédispose le pays aux chocs extérieurs et accentue par conséquent la vulnérabilité de l'économie algérienne à ces chocs (baisse des prix des hydrocarbures sur le marché

international, catastrophes naturelles, sanitaire en l'occurrence occasionnant le ralentissement sinon, l'arrêt des activités économiques comme c'est le cas présentement avec le coronavirus))

La situation actuelle de l'Algérie, présentement très affectées par la chute des prix des hydrocarbures sur le marché international, exprimé par un déséquilibre budgétaire très difficilement absorbable, et l'impact de la pandémie du coronavirus, pose de manière cruciale le problème de capacité de résilience de l'économie nationale face à ces « chocs »

L'Algérie peut-elle éviter le scénario dramatique de l'impact de la chute du cours du pétrole des années 1986 (crise économique, sociale, politique, cessation de paiement et rééchelonnement en 1994).

L'économie algérienne dispose-t-elle des capacités de résilience permettant l'absorption de ces « chocs » externes (baisse prolongée des prix des hydrocarbures sur le marché international, et impacts du coronavirus) ?

Telle est la problématique que nous tenterons d'investiguer dans cette communication

Si on considère que plus une économie est vulnérable plus est faible sa capacité de résilience, et inversement, plus une économie est forte, diversifiée quant aux sources de croissance, plus sa capacité de résilience est élevée, alors nous formulons l'hypothèse pour l'Algérie, d'une capacité de résilience faible malgré les atouts dont dispose le pays, compte tenu des structures actuelles productives de l'économie algérienne et du mode de gouvernance économique prévalant à ce jour

Pour le démontrer nous avons opté pour une méthodologie d'essence hypothético-déductive qui nous conduira à aborder successivement les points suivants :

1. La résilience économique et sa mesure : ou nous procéderons à une revue synthétique sur ce que recouvre le concept de résilience
2. Les fondements du développement de la résilience économique : la diversification des sources de la croissance économique
3. La résilience de l'économie algérienne
4. Les réformes

1- LA RÉSILIENCE ÉCONOMIQUE

1.1- Le concept de résilience : définitions et caractéristiques

1.1.1. Définitions

Le concept de résilience est apparu il y a près d'un demi-siècle, avec les travaux de Holling (1973). Cet auteur voulait traduire la différence entre la stabilité ou la capacité d'un système à revenir à un état d'équilibre après une perturbation temporaire. La résilience serait donc une mesure de la persistance des systèmes et leur habilité à absorber le changement et la perturbation, tout en maintenant les mêmes relations fondamentales entre populations, agents ou variables clés.

Dans le même sens, d'autres auteurs (Walker *et al.* 2004) définissent la résilience comme « la capacité d'un système à absorber une perturbation et à se réorganiser tout en maintenant essentiellement la même fonction, la même structure, la même identité et les mêmes équilibres fondamentaux. »

Ou bien encore, comme étant « la capacité d'une économie de retourner, suite à un choc, à un état préexistant dans un système d'équilibre unique ». (Pendall *et al.* (2010)

Elle peut également être définie selon ces auteurs comme étant « un système adaptatif complexe qui a la capacité de changer en réponse aux chocs. »

Dans le même sens toujours on retrouve « la résilience économique est la capacité d'une économie à atténuer rapidement des chocs externes ou à résister à de tels chocs », (Briguglio *et al.* 2006)

Ou encore « comme étant la capacité d'une économie à faire face à un choc ou à une crise et à minimiser rapidement les pertes de bien-être pour les populations touchées » (Sherani, 2015)

Et bien d'autres définitions encore, où on retrouve quasiment les mêmes éléments définitionnels à savoir, la capacité d'une économie à résister et à se remettre des chocs exogènes négatifs le plus rapidement possible

1.1.2. Les caractéristiques des capacités de résilience

Le concept tire son substrat du mot latin « résilier » qui signifie « revenir en arrière ». Dans la littérature économique, le terme a été utilisé dans au moins trois sens relatifs à la capacité de se remettre rapidement d'un choc ; de résister à l'effet d'un choc ; et d'éviter le choc. (Ulimwengu, 2015)

Capacité d'une économie à reprendre rapidement. Ceci est associé à la flexibilité d'une économie capable de rebondir après avoir été négativement affectée par un choc. Cette capacité sera renforcée lorsque l'économie disposera d'instruments discrétionnaires de politique économique, qu'elle peut utiliser pour contrer les effets des chocs négatifs.

Capacité à résister aux chocs. Ceci suggère que l'effet négatif d'un choc peut être absorbé ou neutralisé, de sorte que l'effet final soit nul ou négligeable. Ce type de résilience se produit lorsque l'économie a en place des mécanismes pour réagir de façon endogène aux chocs négatifs en vue de réduire leurs effets.

Capacité d'une économie d'éviter les chocs. Ce type de résilience peut être considéré comme l'opposé de la vulnérabilité économique. La résilience adaptative se réfère à la capacité pendant une situation de crise de continuer à fonctionner

Ceci étant, il existerait selon certains auteurs deux types de résilience économique dans le temps et dans l'espace : la résilience statique et la résilience dynamique (Rose, 2015).

La résilience statique serait l'utilisation efficace des ressources disponibles d'une économie à un moment donné. Par contre, la résilience dynamique est l'utilisation efficace des ressources au fil du temps, pour l'investissement dans la réparation et la reconstruction.

On distinguerait aussi sous d'autres qualificatifs, la résilience inhérente et celle adaptative. La première fait référence aux aspects de la résilience déjà intégrés dans le système, tels que la disponibilité des stocks, la capacité excédentaire, la substituabilité entre les produits et les capacités de négociations permettant d'accéder aux fournisseurs. Par contre, la résilience adaptative découle quant à elle, des possibilités

de changements dans la façon de produire les biens et services, et de rechercher de nouveaux partenaires.

1.2- La mesure de la résilience économique

On s'accorde sur le fait qu'il n'existe pas encore de méthodologie unique établie permettant de mesurer la résilience économique.

D'une manière générale, basée sur des approches économétriques, la mesure de la résilience économique est appréhendée en procédant à des régressions des données de panel sur les déterminants des performances économiques, pour estimer les principaux facteurs explicatifs, par exemple, de succès économiques des pays émergents sur la crise financière de 2008. Les études économétriques abordent le problème sous plusieurs angles. D'abord, il y a celles qui mettent en relation les facteurs de fragilité et la résilience. Elles mettent l'accent sur les aspects suivants : l'insuffisance des contraintes imposées au pouvoir exécutif (David et al., 2011), la médiocrité des indicateurs économiques et sociaux avec notamment une faible croissance économique, une inflation marquée, les conflits endémiques (Collier et Hoeffler, 2004) et la faiblesse de la gouvernance et des institutions (David et al., 2011)..

Pour d'autres auteurs, l'analyse de la résilience économique se concentre sur le processus de reconstruction, c'est-à-dire qu'elle étudie les phases d'avant et d'après le choc (Duval et al., 2008 ; Lane et Milesi-Ferretti, 2010 ; Claessens et al., 2010).

Ces analyses montrent que le degré de flexibilité des structures économiques d'un pays peut faciliter la reprise ; par contre, d'autres études avancent que les chocs négatifs et la reprise sont asymétriques et des dommages causés aux agents économiques sont irréversibles. En conséquence, ces derniers évaluent le degré de corrélation entre certaines variables suspectées d'expliquer la résilience et certaines variables (dépendantes) supposées mesurer la résilience.

D'autres travaux recherchent les déterminants de la résilience économique (Aghion et Howitt, 2009).

Ces études mettent l'accent sur les politiques économiques, telles les politiques fiscales ou monétaires et/ou les variables portant sur le marché du travail et les régulations du marché des biens et services. Les

travaux d'évaluation de la résilience économique insistent sur le rôle primordial de la flexibilité des marchés ou flexibilité structurelle comme facteur d'absorption des chocs. En effet, une économie flexible amortit mieux les pertes cumulées de production et d'emploi lors d'un choc négatif. En outre, deux facteurs de résilience peuvent être aussi évoqués : (Ulimwengu, 2015)

- En amont, le degré de vulnérabilité aux chocs, ou l'exposition aux chocs (poids des transferts publics, degré d'ouverture aux échanges, la spécialisation sectorielle et géographique du commerce, le poids respectif de l'industrie et des services, la composition du revenu disponible brut des ménages, ect.)
- En aval, la réactivité du policy mix (la composition de la politique monétaire et la politique fiscale)
- En résumé, la littérature converge vers le constat suivant : la résilience économique renvoie à trois capacités du pays :
- La première est celle à reprendre rapidement ; elle est liée à la flexibilité de l'économie (résilience contracyclique).
- La deuxième porte sur la capacité du pays à absorber ou neutraliser le choc (la résilience d'absorption). Par exemple, un choc enregistré dans un secteur donné va facilement provoquer un mouvement des ressources vers d'autres secteurs.
- La troisième enfin, celle qui vise à éviter les chocs.

2- LES FONDEMENTS DU DÉVELOPPEMENT DE LA RÉSILIENCE ÉCONOMIQUE : LA DIVERSIFICATION DES SOURCES DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Les analyses théoriques, autant que les expériences pratiques, mettent en évidence les avantages de la diversification en termes de dilution des risques macroéconomiques. Il a été avancé que ce n'est pas seulement le niveau des exportations qui mène à la croissance, mais aussi et surtout, le degré de diversification de ces exportations.

Pour les organisations internationales en l'occurrence, l'OCDE et l'OMC « La diversification économique est considérée comme une composante essentielle du développement économique, grâce à laquelle un pays s'oriente vers une structure de production et

d'échanges plus variée. Le manque de diversification économique est associé à une vulnérabilité économique accrue, telle que les chocs extérieurs peuvent compromettre le processus de développement. Étant donné que la structure des économies varie, il n'existe pas de modèle unique de ce qui constitue la diversification économique au niveau sectoriel (c'est-à-dire en termes de contribution de l'agriculture, du secteur manufacturier et des services) » (OCDE, OMC, 2020)

De nombreux auteurs ont aussi mis en lumière que la diversification pouvait accroître les revenus en permettant de répartir les risques liés à l'investissement sur un portefeuille plus large. (Acemoglu et Zilibotti, 1997)

2.1- Le concept de diversification économique

La diversification économique, par opposition à la spécialisation, est un processus de transformation structurelle d'une économie qui migre d'un tissu économique dominé par les secteurs d'activités primaires (ressources naturelles, agriculture, mines, etc.) vers les secteurs secondaires (industries de transformation, manufactures, etc.) et tertiaires (commerce, tourisme, etc.) (Petit et Barghouti, 1992).

Ce processus dynamique et normatif se caractérise par la réduction de l'importance relative de la contribution des secteurs primaires dans la création de la richesse de l'économie concernée, comme l'a parfaitement éclairé l'économiste américain Paul Romer, qui en cherchant les sources fondamentales de la croissance à long terme, a intégré la diversification économique comme l'un des facteurs de la croissance économique dans son ensemble. (Romer, 1990, Romer, 1986).

La diversification procure également des avantages liés à la dilution des risques macroéconomiques, selon des économistes à l'instar de J. C. Barthélemy, pour qui une économie est dite diversifiée si sa structure productive est diversifiée en un grand nombre d'activités différentes les unes des autres par la nature des biens et services produits. (Barthélemy, 2005).

D'autres auteurs ont montré que la diversification limite l'instabilité politique et institutionnelle du pays car, elle oriente l'économie nationale vers une direction opposée à l'économie de rente,

source de conflits permanents au sein de l'élite pour la capture et la redistribution de la rente provenant des ressources naturelles.(Ben Hammouda et al., 2009)

La diversification viserait la valorisation de l'ensemble des ressources nationales et l'émergence de nouveaux secteurs d'activités et structures productives, limiter les importations d'une part et diminuer la concentration de la valeur ajoutée d' autre part en assurant un niveau de croissance économique soutenable.

Selon la Banque mondiale (2017) « l'économie se diversifie lorsque la production nationale s'oriente vers de nouvelles activités au sein des secteurs et entre eux. Ce phénomène aboutit à une meilleure allocation des ressources et améliore la productivité générale. La diversification aura tendance à accroître la demande de main-d'œuvre et à créer des emplois, ce qui importe particulièrement dans les économies où les ressources naturelles occupent une place dominante et où la population jeune est nombreuse et le taux de chômage élevé. »

2.2- Les leçons des expériences internationales de diversification économique

Les stratégies de diversification économique doivent être bien conçues et menées pour réussir. Certaines stratégies initiées notamment en Asie mais aussi en Amérique latine, ont connu des succès. C'est le cas du Chili, de la Malaisie, de la Thaïlande, de la Chine et de l'Inde et bien d'autres pays encore. La stratégie de développement de ces nouveaux pays industrialisés avait pour but de remplacer les exportations traditionnelles par de nouvelles, en faisant jouer les avantages comparatifs des ressources naturelles, de main-d'œuvre ou d'espace. Les politiques utilisées dans ces pays ont consisté dans un premier temps à utiliser l'avantage que représente une main-d'œuvre bon marché et disciplinée afin de gagner des parts de marché à l'exportation sur des produits à faible valeur ajoutée (le cas du textile). Puis, dans un second temps, à entreprendre une remontée de filière, c'est-à-dire passer d'une production de biens de consommation à une production de biens intermédiaires et des machines. L'Etat était intervenu pour coordonner et favoriser l'industrialisation

(infrastructures, scolarité, contrôle et affectation des aides, protectionnisme) et une politique scolaire active, pour obtenir une main d'œuvre qualifiée

Mal conçues les stratégies de diversification économique ne donnent guère de résultats comme le montrent des études menées dans les pays de la zone franc, où il a été constaté que les nouveaux produits d'exportation ont peu contribué à la croissance des exportations totales, en raison des difficultés à porter et à promouvoir de nouveaux produits en zone franc. (Cottet et al. 2012)

En définitive face à différents chocs, seuls résistent les pays qui ont largement diversifié les structures productives et leur portefeuille des exportations. Ainsi, le calcul des indicateurs de la diversification économique permet de saisir le niveau de spécialisation des économies, de laquelle découle leur vulnérabilité. (Ngangou (2016)

3- LA RÉSILIENCE DE L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE

3.1- Données de cadrage

Le contexte économique national n'est plus le même depuis l'année 2014. Les « fondamentaux » économiques ne cessent de se dégrader depuis cette date. La balance commerciale est négative depuis 2015 et le taux de couverture des importations par les exportations est passé de 107 % en 2014 à 76 % en 2017. Les réserves de change de l'Algérie, qui avaient atteint un plafond record de près de 200 Mds US\$ en 2013, connaissent une baisse drastique.

3.1.1. Les données budgétaires

Le tableau suivant nous renseigne sur les principales données budgétaires sur la période 2016–2019. Ces données sont complétées par celles contenues dans la loi de Finances 2020 et la loi de Finances complémentaire 2020

Tableau n°1. Principaux indicateurs macroéconomiques, 2016–2019

	2016	2017	2018	2019
Finance de l'administration centrale (en % du PIB)				
Recettes totales	28,8	32,7	30,06	28,2
Dont hydrocarbures	9,7	12,5	12,5	11,2

Dépenses totales	42,3	41,5	39,5	33,0
Solde budgétaire global (deficit -)	- 13,5	- 8,8	-9,0	-4,8
Dette publique brute	20,6	27,0	34,8	39,9
Balance des paiements				
solde des transactions courantes (en % du PIB)	-16,6	-12,9	-9,7	-10,1
IDE (en % du PIB)	1,0	0,7	0,8	0,8
Réserves brutes (en mois d'importation) 1/	22,6	19,1	16,2	13,5
Dette extérieure (en % du Pib)	2,4	2,4	2,1	1,9

Source : Rapport des services du FMI pour les consultations de 2018 au titre de l'article IV

Les recettes budgétaires se sont établies en 2019 à 6.507,9 milliards de dinars, en hausse de +0,2% par rapport aux recettes prévues en clôture de 2018.

En 2020, il est prévu qu'elles passeraient à 6.200,3 Mds de DA (-7%), la fiscalité pétrolière budgétisée s'élève à 2.200,3 Mds de DA (contre 2.714 mds DA en 2019) et les recettes fiscales augmentent de 8,6%, passant à 3.029,9 Mds de DA (contre 2790,5 Mds de DA en 2019). (LF, 2020).

Dans la LFC (2020) tenant compte de la dégradation de la situation économique engendrée, non seulement par la baisse drastique des prix des hydrocarbures, mais aussi par les effets du Coronavirus ; les recettes prévisionnelles reculent à 5.395,5 milliards DA contre 6.289,7 milliards de dinars dans la LF initiale dont 1.394,7 milliards DA de fiscalité pétrolière et 4.001,1 milliards dinars de fiscalité ordinaire

Les dépenses budgétaires

Quant aux dépenses, elles se sont situées en 2019 à 8.502,2 milliards de dinars, en baisse de 1,5% par rapport à l'exercice de l'année 2018, ce qui indique un déficit budgétaire de 9,2% par rapport au PIB.

En 2020, il est prévu qu'elles se situeraient à 7773,1 Mds de DA en baisse de 8,6% par rapport à 2019.

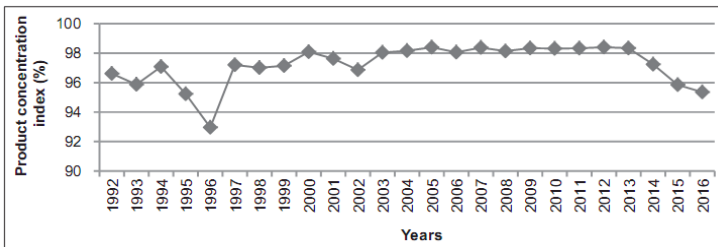
Elles ont encore été revues à la baisse dans la loi de Finances complémentaire (2020) de près de 6%, passant ainsi à 7.372,7 milliards dinars contre 7.823,1 milliards dinars dans la LF initiale dont 4.752,4 milliards de dinars pour les dépenses de fonctionnement et 2.620,3 milliards de dinars pour les dépenses d'équipement.

Le déficit budgétaire prévu pour l'année 2020 est de l'ordre de 1533,4 Mds de DA, soit -7,2% par rapport au PIB (contre -1438,1 Mds de DA, soit -6,9% du PIB en 2019) et le déficit du Trésor se situe à 2435,6 Mds de DA, représentant -11,4% du PIB contre (contre -11,5% du PIB en 2019).

3.1.2. La place dominante des hydrocarbures

La structure des échanges extérieurs de l'Algérie est la principale source de vulnérabilité : Les exportations se concentrent sur les hydrocarbures à hauteur de 98%. L'indice Herfindahl-Hirschman qui permet d'apprécier le degré de diversification par concentration des échanges s'approche le plus souvent de 1 traduisant une forte concentration des exportations autour des hydrocarbures.

Figure 1: Evolution du l'indice de concentration (1992-2016).



Source : Construit sur la base des données de la banque mondiale

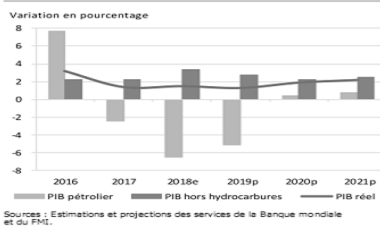
<https://wits.worldbank.org/CountryProfile/en/Country/> in Mohamed Moussa Traore et Nahil Ismail Saqfalhait : *The Analysis of Exports Performance in Algeria for the Period 1992-2016*, *International Journal of Economics and Financial Issues* | Vol 9 • Issue 6 • 2019

3.1.3. Le taux de croissance économique

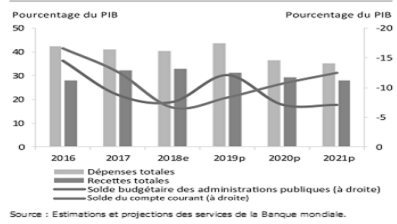
Le taux de croissance en Algérie était en moyenne de 3 % sur près de 20 ans (2000-2017), une croissance, faut-il le souligner, tirée essentiellement par la dépense publique, un taux assez bas au regard de l'énorme volume de dépense publique. Avec la chute des prix du pétrole, la croissance s'est ralentie ces dernières années et, dans son rapport de juin 2018, le FMI estime ce taux de croissance à 1,7 % en 2017, 2,5% en 2018 et prévoit un taux de croissance de 2,7 % en 2019, et de 0,5% en 2023

Graphique 1. Evolution du l'indice de concentration (1995-2016).

GRAPHIQUE 1 Algérie / Croissance du PIB réel



GRAPHIQUE 2 Algérie / Double déficit



Source : Banque mondiale, Algérie, MPO Oct 19 ., pubdocs.worldbank.org

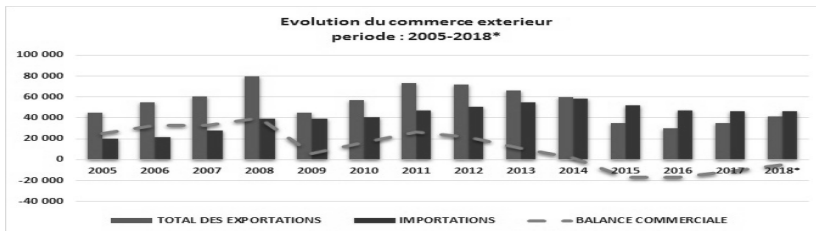
Mais contrairement aux prévisions de ces institutions internationales (compte tenu de la détérioration de la situation), il est prévu que la croissance économique serait négative et s'établirait à -2,63% contre 1,80% prévue dans la loi de finances initiale avec le prix fiscal de 50 à 30 dollars et le prix du marché à 35 dollars (LF, 2020)

3.1.4. L'évolution des importations et des exportations

Les importations entre 2016 et 2018 sont évaluées autour de 45-46 milliards de dollars pour les biens. Elles devraient s'établir à 44 milliards de dollars (en légère hausse par rapport aux prévisions de la LF 2018) mais 42,9 et 41,8 en 2020 et 2021. Un déficit commercial de 10,4 milliards de dollars est prévu pour 2019, 8,2 milliards en 2020 et 6,4 milliards en 2021

Quant aux exportations hors hydrocarbures, elles sont insignifiantes, elles ne représentent guère plus de 5% bon an mal an.

Figure °2 : Evolution des importations et des exportations



Source : CNIS (Centre National de l'Informatique et des Statistique), [www.andi.dz > index.php > statistique > bilan-du-com](http://www.andi.dz/index.php/statistique/bilan-du-com)

3.1.4. L'évolution des réserves de change

Les réserves de change de l'Algérie, qui avaient atteint un plafond record de près de 200 Mds US en 2013, connaissent une baisse drastique : elles ont été estimées en avril 2019 à 72,8 milliards de dollars, contre 178,9 en 2014 ; 114,1 milliards de dollars fin 2016 ; 97,3 milliards de dollars à la fin de 2017 et on prévoit qu'elles s'élèveront à 44,2 milliards de dollars à la fin de 2020

Avec moins de 40 milliards de dollars de réserves de change fin 2020, le risque est l'épuisement des réserves de change fin 2021 ou tout au moins en 2022

Si la baisse de ces moyens venait à se poursuivre sur les prochaines années - toutes choses restant égales par ailleurs - le risque politique serait grand de voir le pays dans l'incapacité d'assumer sa facture alimentaire qui frise les 8 Milliards de dollars annuellement.

Tableau n°2 : Evolution des réserves de change de 2012/2021 (en Milliards de Dollar)

Années	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020 *	2021*
Montants	190,6	194,0	178,9	144,1	114,1	97,3	78,8	62	44,2	16

*Prévisions

Source : construit par les auteurs sur la base des données de la Banque d'Algérie et de la Banque Mondiale

3.1.5. Dette extérieure

Il faudrait aussi mentionner le fait que l'Algérie n'est pas endettée. L'envolée des prix des hydrocarbures, intervenue à la fin des années 1990, a permis au Gouvernement d'effacer la dette extérieure, d'investir dans les infrastructures et d'obtenir une amélioration des indicateurs de développement humain.

3.2- Réserve de change et résilience économique

Ce qui a permis au pays de ne pas sombrer comme ce fut le cas en 1986 ; c'est bien les réserves de change qui furent accumulées durant toute la période où le prix des hydrocarbures dépassait le prix nécessaire à l'équilibre budgétaire, (sans compter l'élimination de la dette extérieure)

Mais les réserves de change ne peuvent amortir le choc qu'à court terme, si elles ne sont pas structurellement établies sur de multiples sources de surplus (valeurs des exportations supérieures à celles des importations)

Ce qui n'est pas le cas de l'Algérie, où ces réserves n'apparaissent qu'avec l'envolée des prix des hydrocarbures qui représentent 98% des exportations.

Or, comme on le constate de plus en plus le prix des hydrocarbures connaît, avec le développement du gaz de schiste, une chute importante qui risque de durer encore longtemps. Par ailleurs, au vu de l'augmentation de plus en plus marquée de la consommation domestique d'énergie les exportations diminuent et l'épuisement des réserves s'accélère.

La Banque mondiale dans son rapport d'avril 2020, de suivi de la situation économique de l'Algérie, estime qu'à 30 dollars le baril de pétrole en 2020, les recettes ne dépasseront pas 21 milliards de dollars. Malgré la réduction des investissements publics (-9,7 %) et de la consommation publique (-1,6 %) prévue par la loi de Finances pour 2020, cela impactera les recettes d'exportation (- 51 %) avec un déficit commercial de 18,2 % du PIB et une détérioration du déficit du compte courant qui atteindrait le niveau record de 18,8 % du PIB en 2020, malgré les mesures prises pour limiter les importations. Dès lors, l'économie algérienne – dont 98% des recettes en devises proviennent des hydrocarbures et leurs dérivés – subit fortement cette crise».

Certains experts considèrent qu'en cas de baisse drastique des réserves de change à 10-12 milliards de dollars, qui tiennent la cotation du dinar algérien à plus de 70 %, la Banque d'Algérie sera contrainte de dévaluer le dinar officiel à environ 200/220 dinars un euro, avec une envolée du cours sur le marché parallèle qui fluctuera en fonction du taux d'inflation entre 300/400 dinars un euro, ce qui accélérera le processus inflationniste (Mebtoul, 2019).

La croissance devrait par conséquent ralentir très fortement dès 2020, en provoquant une augmentation du taux de chômage. Elle se traduira aussi par la persistance des déficits budgétaires et surtout des déficits externes, qui vont éliminer progressivement toutes les marges

de manœuvre dont dispose l'Algérie. Selon Bloomberg, l'Algérie, pour remonter son déficit budgétaire au titre de l'exercice 2019, « aurait besoin d'un baril de pétrole à 116,40 dollars, contre 95-100 dollars en 2017-2018 ».

La résilience de l'économie algérienne nécessite par conséquent des réformes structurelles urgentes, le temps économique ne se rattrape pas

Comme l'a montré le Professeur Boukhaia-Hassan. R (2013), « la diversification accélérée de l'économie se heurte, du fait de conditions initiales défavorables, au problème de soutenabilité de l'endettement interne et externe. Le report des réformes économiques accentue cette situation de «verrouillage» de l'économie algérienne

4- QUELLES RÉFORMES POUR RENFORCER LA RÉSILIENCE DE L'ÉCONOMIE ALGÉRIÈNE

Il existe un large consensus sur de sombres perspectives à moyen terme si le Gouvernement persiste dans ses méthodes obsolètes et non conformes aux enseignements tant théoriques (enseignements du prix Nobel français Maurice Allais « abondance ou misère »), qu'empiriques (Vénézuéla)

On peut ne pas aimer le caractère dogmatique et doctrinaire du FMI, mais on ne peut pas ne pas considérer ses conseils avec la plus grande attention.

Le FMI a préconisé pour l'Algérie, il y a quelques années déjà, une large réforme économique. Il n'a pas été entendu comme ne l'ont pas été tous les thinkers -tanks algériens (les nombreux universitaires et chercheurs algériens de renom qui ont participé à la réunion organisée par le CNES le mois de septembre 2015, à Alger, en présence de l'ex.Premier Ministre Abdelmelek Sellal) ainsi que les propositions du collectif Nebni.

Les réformes sont incontournables et le retard ne se rattrape pas ; il amplifie les coûts sociaux.

Le problème demeure entier, tant que la diversification des sources de richesse ne sera pas réalisée, que seules de profondes réformes structurelles peuvent permettre.

En définitive, comme nous n'avons cessé de le souligner, de l'affirmer et de l'étayer (dans des contributions parues dans la presse nationales (notamment El Watan), à la suite de nombreux chercheurs et observateurs avertis de l'économie algérienne, le problème en Algérie ne relève certainement pas de la simple conjoncture qu'il faut traiter avec les leviers traditionnels des politiques de rigueur budgétaires

Le problème, tout le problème réside dans la dépendance quasi-totale vis-à-vis de la rente des hydrocarbures, capital non reproductible. Il s'agit par conséquent de trouver d'autres sources de richesse pour assurer la résilience de l'économie aux chocs extérieurs (les économies diversifiées sont très résilientes)

4.1- L'impératif de la diversification des sources de la croissance économique

L'objectif de diversification hors des ressources naturelles, bien que réaffirmé unanimement depuis des décennies, est loin de se réaliser. Comme le relève la plaquette de l'Appel à contribution du numéro spécial de la revue « Les Cahiers du CREAD » consacré à L'après COVID-19 :

« La problématique de la diversification est remise sur le tapis depuis 2014, mais sans prise en charge sérieuse sur le plan de la réflexion, ni de la restructuration de l'économie nationale. Aujourd'hui, plus que jamais avec cette crise sanitaire du COVID-19, le moment est venu de mener une réflexion approfondie sur l'impact de cette chute vertigineuse des prix et les stratégies à adopter pour limiter les effets de cette galopante dépendance sur la stabilité sociale et la pérennité économique du pays. »

Le développement de capacités, à même de tempérer les effets des chocs extérieurs, pour éviter l'ébranlement de l'Etat et sa faillite après le passage d'une crise, est faisable. Il est conditionné par des réformes structurelles et de gouvernance, nonobstant l'élaboration et la réalisation de politiques industrielles, agricoles et commerciales rigoureusement menées, périodiquement évaluées et corrigées.

Le problème encore une fois ne se pose pas en termes « que faut – il faire ? », mais « comment et qui peut assurer la mise en œuvre effective des réformes ? ».

Le problème n'est donc pas dans le constat, les objectifs, ni même dans les solutions ; tout cela a été dit et redit depuis des années. Comment y arriver reste à définir, mais on sait ce qu'il y a à faire. Beaucoup de propositions ont été faites

On pourrait reprendre celles préconisées par le collectif NEBNI (Notre Algérie Bâtie sur de Nouvelles Idées), (NEBNI, 2013)

On pourrait aussi citer les orientations des experts algériens (y compris de la diaspora). Elles font consensus, acceptées et non rejetées par le pouvoir (si on se réfère aux discours de l'ex. Premier Ministre Abdelmalek Sellal). Il s'agit globalement et sans vouloir nous substituer aux experts de :

- La réforme de la gouvernance des actifs de l'Etat et de la gestion de son patrimoine ;
- La levée des entraves majeures à l'investissement productif (Bureaucratie, Foncier, Financement) ;
- La reprise corrigée du programme de mise à niveau des structures productives publiques et privées.

4.2- La réforme de l'impôt et du système généralisé de subvention

Si on veut éviter (ce qui a été le cas jusqu'à présent), de s'engager dans des politiques d'austérité, coûteuses socialement, qui ont partout échoué, il faudrait, comme nous l'avons déjà exprimé à la suite de nombreux observateurs attentifs de l'économie algérienne, nonobstant l'indispensable rationalisation des dépenses budgétaires (lutte contre les gaspillages, la chasse aux surcoûts...) il faudrait engager, aujourd'hui et pas demain, deux grandes réformes : celle de l'impôt et celle du régime des subventions

4.2.1. La réforme de l'impôt (Côté recettes budgétaires)

Cette réforme permettra de remettre en cause les rentes de situations (antinomique au fonctionnement d'une économie de marché) et serait d'un gain considérable pour le Trésor public. Il s'agit non seulement, de revoir l'ensemble des taxes et redevances au plan local, régional et national, mais aussi d'optimiser le recouvrement en luttant

efficacement contre la fraude fiscale mais aussi (les méthodes et les techniques adaptées ne manquent pas)

Des gisements considérables existent au niveau de toutes les communes du pays, qui s'ils étaient rationnellement exploités permettraient à beaucoup d'entre elles de ne plus dépendre du budget de l'Etat. Expliquer aussi, en mobilisant les mosquées, aux musulmans que nous sommes, la différence entre la Zakat et l'impôt (sortir la Zakat ne signifie nullement se laver de l'obligation de payer ses impôts qui sont un devoir instauré pour tout citoyen et que tout musulman aimant son pays -ce qui relève aussi de la foi- devrait s'en acquitter en pensant qu'il contribue à la construction des hôpitaux, des écoles...)

4.2.2. La réforme du régime des subventions, (Coté dépenses budgétaires)

Avec la chute des cours du pétrole et la crise financière qui vide peu à peu ses caisses, l'État ne peut plus supporter le coût de son onéreux système de subventions ; il ne peut plus s'offrir le luxe de dépenser quelque 20 milliards de dollars par an, presque 13 % du PIB, au risque de connaître une faillite financière.

Il faut impérativement réformer sans tarder le régime de subventions généralisé, pour introduire des subventions ciblant ceux qui en ont le plus besoin et venant en complément des filets de protection sociale existants. Selon certaines évaluations, la moitié la moins aisée de la population reçoit 28% des subventions totales ; le reste, soit 72%, va à la moitié la plus aisée.

4.2.3. La réduction du train de vie de l'Etat et la rationalisation des dépenses publiques

La réduction du train de vie de l'Etat permettra non seulement, de réduire l'énorme gaspillage financier mais aussi, de constituer un effet de démonstration qui sera positivement apprécié par la population appelée à changer de comportement et accepter des réformes.

Quant à la rationalisation des dépenses publiques à tous les niveaux (Central, Wilayas et Communes), elle relève des priorités.

Par conséquent, l'action publique devrait être orientée, en dehors des services vitaux pour la population, prioritairement vers des programmes créateurs de ressources. (Valorisation de tous les espaces publics).

La pertinence de toutes les mesures préconisées ne fait aucun doute. Mais comment assurer l'essentiel, à savoir, leur mise en œuvre effective. Qui peut décider et contrôler la mise en œuvre de telles mesures compte tenu de la nature du pouvoir politique et du mode de fonctionnements des institutions de l'Etat qui prédomine à ce jour ?

Il s'agit par conséquent de s'engager résolument dans des réformes permettant à terme, d'asseoir les ressorts des équilibres macro-financiers hors fiscalité pétrolière. La période d'incubation des réformes peut être plus ou moins longue, mais la rupture avec l'économie de rente se réalisera.

CONCLUSION

Pour conclure, on peut dire que la résilience économique est fonction de la diversification des sources de la croissance économique. L'indice de concentration des échanges qui permet d'apprécier le degré de diversification s'approche le plus souvent de 1 traduisant une forte concentration des produits dans les exportations de l'Algérie.

Ainsi pour optimiser la résilience économique de l'économie algérienne, il faudrait réussir la diversification des sources de croissance économique (potentiellement assez nombreuses, tourisme, agriculture, industrie...) Mais pour cela, il faudrait se départir de l'improvisation, de l'empirisme ((la nocivité de l'empirisme pour reprendre un mot de Maurice Allais) qui gouverne l'action des gouvernants. Beaucoup de discours souvent étayés par des chiffres fantaisistes (que de rapports énonçant des stratégies de développement à tel ou tel horizons, tombés dans les oubliettes !), mais aucun plan rationnellement concerté et méthodiquement appliqué et évalué. Ce mode d'action génère toujours des incohérences et des contradictions entre les différents départements ministériels et les exemples illustratifs sont nombreux.

Citons entre autre, l'institution de la règle 49/51, tant décriée, l'institution des licences d'importation remplacée par l'interdiction pure et simple de toute une gamme de produits importés. Les décisions relatives à l'octroi à certains concessionnaires des autorisations pour le montage des voitures qui fait l'objet présentement de critiques sévères. (Boutaleb K et Boutaleb O,2020).

Ce qui traduit la médiocrité de la capacité managériale de nos gouvernants et de l'absence de stratégie pluriannuelle avec des objectifs de réformes graduelle et d'avancement chiffrés. Il aurait fallu pour cela créer un grand ministère de l'économie ou un ministère de la planification (qui n'est pas une idéologie mais une science servant à préparer les scénarios décisionnels sur la base des données socioéconomiques objectives pour réduire les incertitudes, assurer la cohérence sectorielle...comme cela se pratique dans de nombreux pays à l'exemple de la Turquie).Il aurait fallu aussi institutionnaliser l'évaluation des politiques publiques (du local au national) à l'instar des pays développés et émergents qui tentent de traiter avec beaucoup d'effort et de moyens (consacrés notamment à la formation, à l'expertise et à la recherche), pour rationaliser l'action publique et améliorer l'efficacité et l'efficience de la dépense publique, et être en parfaite alliance et symbiose avec les citoyens que les gouvernants sont censé servir au mieux. Ainsi, malgré l'importance qui lui est reconnue dans les discours, la diversification des sources de croissance de l'économie nationale demeure à ce jour bloquée. Les exportations hors hydrocarbures, demeurent à ce jour insignifiantes ; elles ne représentent guère plus de 5% bon an mal an comme nous l'avons déjà souligné.

References Bibliographiques

- Acemoglu, D., & Zilibotti F., (1997),** « Was Prometheus unbound by chance? Risk diversification and growth », *Journal of Political Economy* 105(4), pages 709 à 751
- Aghion, P., & Howitt, P., (2009).** "Reducing Volatility and Risk". *The Economics of Growth*, Chapter 14. MIT Press

Banque mondiale (2017), “*Economic Diversification Guidance Note, Trade and Competitiveness Global Practice*”.

<http://ieg.worldbankgroup.org/sites/default/files/Data/reports/EconomicDiversification.pdf>

Barthélemy J. C., (2005) « Commerce international et diversification économique », *Revue d'économie politique*, 115(5), 591–611.

<https://doi.org/DOI:10.3917/redp.155.0591>

Ben Hammouda H., Oulmane N., & SadniJallad M., (2009) « Quelles politiques pour diversifier les économies d’Afrique du Nord », *Revue économique*, Vol. 60(1), Janvier, p.133-156

Briguglio L., and Piccinino S., (2012) « *Growth and resilience in east asia and the impact of the 2008-2009 global recession* », *Asian development review*, 29(2), 183–206

Bouklia-Hassan. R., (2013). «L’économie algérienne face à la diversification : quelles perspectives», *Les cahiers du Cread*, n°105/106, PP. 37-62

Boutaleb K., & Boutaleb O., (2020) : “The nature of the rationality of public decision in Algeria”, *Algerian Journal of Legal, Political and Sciences economics*, vol:57, n°04,page:13-32.

Claessens S., Dell’Ariccia G., Igan D. & Laeven L., (2010). “Cross-Country Experiences and Policy Implications from the Global Financial Crisis”. *Economic Policy*, 62: 267-293

Collier P., & Hoeffler A., (2004). “*Conflicts, Global crises: Global solutions*” Cambridge University Press.

David Antonio C., Rodriguez Bastos, F. & Mills M., (2011). “Post-Conflict Recovery: Institutions, Aid, or Luck?” *IMF Working Paper* 11/149. Washington: IMF

Duval R. & Vogel L., (2008). “Economic Resilience to Shocks: The Role of Structural Policies”, *OECD Journal: Economic Studies*
www.oecd.org/economy/growth/42504164.pdf

Holling C., (1973). “Resilience and Stability of Ecological Systems”, *Annual Review of Ecology and Systematics* 4: 1–23.

[doi.org/https://doi.org/10.1146/annurev.es.04.110173.000245](https://doi.org/10.1146/annurev.es.04.110173.000245)

Lane P., Milesi-Feretti G.M., (2010). “The Cross-Country Incidence of the Global Crisis”. London : CEPR, *CEPR Discussion Paper*, no.7594

Mebtoul A., (2019). « Pourquoi l'Algérie risque la faillite d'ici à 2022... et comment la conjurer », 23 juillet

<https://www.africapresse.paris/Professeur-Abderrahmane-MEBTOUL>

NEBNI (2013). *Rapport du Cinquantenaire de l'indépendance : enseignements et vision pour l'Algérie de 2020*, www.nabni.org

Ngangoue F., (2016). « Planifier et organiser la diversification économique en Afrique centrale », *Revue Congolaise de Gestion*, n° 21 – 22,

OCDE, OMC, (2020), Panorama de l'aide pour le commerce 2019 : *Diversification et autonomisation économiques*, doi.org/10.1787/18ea27d8-en

Pendall R., Kathryn F., & Margaret C., (2010). « Resilience and Regions: Building Understanding of the Metaphor » *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society* 3: 1- 14

Petit M., Barghouti S., (1992). « Diversification: Challenges and Opportunities », in « *Trends in Agricultural Diversification: Regional Perspectives* », (edited by Barghouti, S., Gaebus, L. and Umali, D.) World Bank Technical Paper #180, Washington, DC

Romer P. M., (1990). « Endogenous Technological Change », *Journal of Political Economy*, Vol. 98, pp. 71-102.

Romer P. M., (1986). « Increasing Returns and Long Run Growth », *Journal of Political Economy*, 94, pp. 1002-1037

Rose A., & Shu-Yi L., (2005) « Modeling Regional Economic Resilience to Disasters: A Computable General Equilibrium Analysis of Water Service Disruptions », *Journal of Regional Science* 45: 75-112.

Sherani S., (2015) « *Macroeconomic Resilience* », Presented at the PSSP-IFPRI Conference, Islamabad, Pakistan.

Traore M.M., & Saqfalhait N. I., (2019). The Analysis of Exports Performance in Algeria for the Period 1992-2016, *International Journal of Economics and Financial Issues*, Vol. 9 • Issue 6.

Ulimwengu J.M., (2015). « Comprendre la résilience économique », *Revue Congolaise de Politique Economique* 1(1).
http://www.rcpe.cd/index.php?a=dbo_articles&rid=2

Walker B. H., Holling C. S., Carpenter S. R., and Kinzig A. P., (2004) . " Resilience, adaptability and transformability », *Ecology and Society* 9(2): 5 doi.org/http://www.ecologyandsociety.org/vol9/iss2/art5/